

ANTI**RESSE**

N° 198 | 15.9.2019

**«Mon premier livre»,
un succès emblématique**

Arthur Koestler, grand témoin

**Helvétoscepticisme
d'Eric Werner**

Le mensonge syrien (suite)

Observe • Analyse • Intervient

LE BRUIT DU TEMPS par Slobodan Despot

«Mon premier livre»: pourquoi l'aime-t-on tant?

LA MAISON PAYOT, DIRIGÉE PAR NOTRE CANNIBALE LECTEUR, A PUBLIÉ EN CETTE RENTRÉE 2019 UN BRÛLOT DÉVASTATEUR. UN DOCUMENT SULFUREUX. UN PAMPHLET À CHARGE CONTRE LE MONDE MODERNE. BREF: ELLE A RÉÉDITÉ MON PREMIER LIVRE.

...Et la nostalgie m'a aussitôt saisi, même si je n'ai pas bûché sur ce fameux manuel des écoles vaudoises, originellement publié à la veille de la Première guerre mondiale. De quoi, me suis-je demandé alors, se souviendront les générations qui n'auront pas eu de premier livre, juste quelques feuilles volantes ou pire: des contenus numériques? Angoisse vaste et universelle. Les garçons nés après l'an 2000 se rappelleront-ils en majorité leur première fille ou leur première vidéo porno? Tout se vaut désormais, d'accord, mais lesquels de ces souvenirs vaudra-t-il mieux emporter dans la tombe, quatre-vingts ans plus tard? Le bouquin et la fille, ou l'écran et l'écran?

Le «premier livre», comme la première fille, est l'agent d'un dépeçage capital, une porte d'entrée dans la vie réelle. C'est un livre *premier*, comme les arts du même métal: *archaïque*, c'est-à-dire au plus près de la source. C'est pourquoi, hier comme aujourd'hui, les auteurs ont pris soin

de le charger d'un bagage collatéral et subliminal: une description *correcte* de la société qui vous entoure, de ses us et règlements, et de votre place en son sein.

Aussi la feuille encartée par l'éditeur, semblable à un avertissement contre les dangers du tabac, est-elle finalement justifiée – même si par réflexe j'aurais pensé le contraire. Il y a évidemment la précaution tactique, pour éviter de donner aux coupe-couilles universitaires l'occasion d'un tour de piste. (Ils l'ont quand même eue, grâce à la complaisance des journalistes, mais les dégâts sont limités.)

L'ENDOCTRINEMENT SCOLAIRE À TRAVERS LES ÂGES

Or au-delà de cette concession à la pudibonderie contemporaine, cette jolie réédition, en confrontant les stéréotypes d'hier avec ceux d'aujourd'hui, soulève une question de fond. C. S. Lewis a écrit son petit chef-d'œuvre de philosophie spirituelle,



L'abolition de l'homme, justement pour mettre en garde, à l'origine, contre la manipulation des âmes à travers les manuels scolaires. Tout ce qui entre dans ces cerveaux encore vierges comme des pentes enneigées s'y grave à vie. «Papa lit et maman coud»: toute une civilisation se cristallise dans l'agencement de ces deux substantifs et de ces deux verbes.

Quelques semaines avant cette parution — dont je n'étais même pas averti —, je découvrais une exposition originale proposée par la Petite Académie, la plus belle librairie de Belgrade. On avait rassemblé en vitrine des manuels de lecture très anciens. Ce qui frappe, dans ces «premiers livres» d'avant le XXe siècle, c'est la part très modeste d'endoctrinement qu'ils comportent. La méthode en revanche est déjà syllabique, la même que celle de *Mon premier livre*.

C'est d'ailleurs celle qui marche le mieux, les méthodes «scientifiques» modernes n'ayant d'autre but que de nourrir des théoriciens et d'abrutir leurs victimes. Mais les contenus ne «chantent» pas un mode de vie ou un ordre du monde à la manière des matériaux ultérieurs. Pleins, déliés, capitales, cursives. Flèche. Marmite. Oiseau. Etre. Forêt. Mère. Cuisine. Bâton. Avoir. Point. C'est qu'en ces temps-là, les «matériaux pédagogiques» étaient conçus par des précepteurs, des artisans de l'apprentissage, non par les «ingénieurs sociaux» bardés de théories qui s'interposent de plus en plus entre l'enfant et tout ce qu'il peut apprendre du monde, y

compris dans le domaine intime et sexuel.

En ce sens, les manuels contemporains, leurs méthodes calamiteuses mises à part, sont bien les descendants de «papa lit et maman coud». Avant, il *fallait* que papa fume, maintenant il *est impensable* que papa s'en grille une. Les signes s'inversent, mais les injonctions *sociétales* restent. Dans les années 40 déjà, Lewis avait bien compris la nature manipulatrice de ces manuels modernes. Dans ceux de son temps, le patriotisme le plus ardent était de règle mais, comme il l'observait, il suffirait d'inverser un levier pour que les «patriotes» deviennent des «traîtres» en un rien de temps. L'être *conditionné* est ductile et malléable, par opposition à l'être *éduqué* qui a appris à être lui-même.

FIRST THINGS FIRST

Certes, le but premier de la réédition de cet ouvrage (dont les droits appartiennent à l'Etat vaudois) n'est pas d'ordre pédagogique mais, mettons, patrimonial et culturel: «... de permettre la mise en perspective du remarquable chemin parcouru en un demi-siècle par l'école publique et l'édition scolaire en termes d'égalité, d'intégration, de culture, d'ouverture au monde et de droit à la différence». Et caetera, et caetera. Certes, la réédition est superbe, magnifiquement reliée avec son dos en tissu, et le «graphisme désuet» fera verser plus d'une larme de nostalgie dans les chaumières. Certes, il se termine par l'«Histoire du nègre Zo'hio» en point d'orgue d'une cascade d'infractions au politiquement

correct digne des premiers albums de Tintin. Néanmoins, cette initiative «rétro» restitue aux familles hébétées un manuel utilisable d'apprentissage de la lecture et de l'écriture françaises. C'est pourquoi je me permettrai ici, en toute liberté, d'inverser les objectifs. En rappelant que la situation, en matière de maîtrise de la langue, est catastrophique. Cette semaine encore, dans *Causeur*, un professeur d'université s'interroge: «pourquoi mes étudiants en droit sont si nuls». Si «le niveau monte» dans les statistiques, conclut-il, c'est avant tout parce que la barre des exigences objectives baisse continuellement. La faute à quoi?

«On peut très facilement identifier la cause principale de la baisse tendancielle du niveau : l'insuffisante maîtrise de la langue française, c'est-à-dire de l'outil nécessaire à la compréhension et à l'expression, quelle que soit la discipline envisagée.»

Oui, quelle que soit la discipline, y compris l'insertion sociale, le contrôle de soi, la communication humaine fondamentale. Tout le monde sait que la montée de la violence et la perte de maîtrise de l'expression vont de pair. Tout le monde, sauf les *pédagogistes*. Le français, n'est-ce pas, c'est ringard et trop compliqué. Etudions plutôt l'informatique...

Sauf que *ma* langue est *première*, justement. Et qu'on a tellement bien

appris à l'oublier qu'on se retrouve barbare sans même s'en apercevoir:

«Le plus alarmant, c'est que beaucoup d'étudiants ne réalisent pas l'enjeu de la maîtrise des formes et estiment souvent "que ce qui compte, c'est le raisonnement", sans voir que celui-ci dépend totalement du maniement des outils qui en rendent l'expression possible.»



Bref, l'apprentissage du «maniement des outils» commence... tout de suite! Et «mon premier livre», avec toutes ses tares, reste un excellent point de départ. La première édition, de 2000 exemplaires, a été épuisée en une semaine seulement. La deuxième suit, mais j'entends dire qu'il n'y en aura pas beaucoup plus. Happez-le, pour l'amour

de vos enfants (ou petits-enfants)!

Et en attendant, puisque c'est bientôt l'automne, savourons ensemble ce toast d'Ernest Pérochon imprimé en page 124:

*J'ai pris, au fond du buffet,
Ma tasse et mon gobelet,
J'ai goûté le jus des pommes
Et j'ai bu, comme les hommes,
Trois gouttes de vin nouveau.
Saute bien haut!*

- Ne pas manquer: notre entretien avec Pascal Vandenberghe, directeur de Payot, au sujet de *Mon premier livre* (YouTube, 5 minutes).

<https://youtu.be/DpoLktJfGs>



CANNIBALE LECTEUR de Pascal Vandenberghe

Arthur Koestler, une flèche dans l'azur (1)

RENDU CÉLÈBRE DANS LES ANNÉES 1940 PAR SON ROMAN *LE ZÉRO ET L'INFINI*, L'UN DES PREMIERS LIVRES(1) DÉNONÇANT LES GRANDS PROCÈS STALINIENS DES ANNÉES 1936-1938, ARTHUR KOESTLER NE CONNUT PLUS AUTANT DE SUCCÈS AVEC SES ROMANS ULTÉRIEURS. HORMIS CE ROMAN, SES ŒUVRES AUTOBIOGRAPHIQUES, CELLES D'UN HOMME QUI AURA DÉNONCÉ TOUS LES TOTALITARISMES, SONT À MES YEUX LES PLUS INTÉRESSANTES DE TOUTE SON ŒUVRE LITTÉRAIRE.

Arthur Köstler est né en 1905 à Budapest. Il transformera plus tard son nom en Koestler pour la simple raison que sa machine à écrire était dépourvue d'une touche avec le tréma. Passionné par les sciences, c'est à douze ans qu'il a l'intuition de la «Flèche dans l'azur», sa première appréhension de l'infini et de l'éternité. En 1919, sa famille s'installe à Vienne. En 1922, il entame des études d'ingénieur à la *Technische Hochschule*, l'école polytechnique de Vienne. Il devient membre de l'Association universitaire Unitas, une *Burschenschaft*(2) d'étudiants viennois sionistes. Son père, un homme

trop naïf en affaires, est ruiné, et sa famille vivra dès lors chichement, de pension de famille en pension de famille.

En 1925, à la suite d'une discussion enflammée avec un étudiant russe, il brûle son livret d'étudiant et abandonne ses études, sans en informer ses parents, à qui il mentira durant des années. L'année suivante, en avril 1926, il part pour la Palestine: s'il ne se sent pas «juif» sur le plan culturel ou religieux, il est attiré par l'expérience des fermes collectives, les *kvustas*(3) et les débuts de ce qui deviendra plus tard Israël, ce qui inspirera son

roman *La tour d'Ezra*(4) vingt ans plus tard — ce livre aura d'ailleurs une influence non négligeable sur certains membres de la commission des Nations Unies chargée des problèmes palestiniens en 1947, année de la création de l'État d'Israël. Son expérience d'ouvrier dans une *kvusta* est un échec, et il connaîtra une vie d'errance et de misère jusqu'en septembre 1927, avec un passage entre-temps par Le Caire. Par chance, il obtient de remplacer le correspondant au Proche-Orient du très puissant groupe allemand Ullstein(5), et arrive à Jérusalem en septembre 1927. Ce seront ensuite pour Koestler quatre années de la vie «ordinaire» d'un correspondant de presse. Il interviewera notamment le roi Fayçal d'Irak, puis, lassé de Jérusalem et son romantisme pour le sionisme s'étant tari, il parvient à être muté à Paris en 1929. L'année suivante, il interviewe le duc de Broglie, qui vient de recevoir le prix Nobel de Physique, et son article lui permet d'accéder au poste de rédacteur scientifique de la *Vossische Zeitung*. Il s'installe à Berlin le jour où les élections au Reichstag voient le parti nazi passer de douze à cent sept sièges. En juillet 1931, il est le seul journaliste scientifique à participer à l'expédition polaire du *Graf Zeppelin*(6). C'est le 31 décembre 1931 qu'il demande à adhérer au parti communiste. On lui attribue un «nom de guerre», Ivan Steinberg, en lui demandant de conserver son emploi au sein du groupe Ullstein.

Dénoncé par un jeune confrère

qu'il tente d'endoctriner, il est licencié du groupe Ullstein en 1932(7). Fin juillet il se rend en URSS, où il voyagera jusqu'à la fin de l'été 1933, officiellement comme journaliste étranger en visite, mais en réalité pour le compte du Komintern(8). On le retrouve en septembre à Paris, dans les rangs du «trust Münzenberg», d'où Willy Münzenberg(9) dirige la propagande du Komintern. Il quittera le «trust» l'année suivante pour ne pas devenir un «fonctionnaire du parti», mais continuera à travailler pour Münzenberg à distance. Il publie son premier roman(10), qui est mal reçu par ses «amis» communistes. Découragé, il envisage même de se suicider.

En 1936, la guerre d'Espagne commence: c'est Münzenberg qui lui obtient une carte de presse d'un quotidien réactionnaire hongrois — Koestler est toujours de nationalité hongroise — pour qu'il puisse infiltrer la zone contrôlée par les nationalistes. Koestler bénéficie en outre d'une accréditation d'un quotidien anglais, le *News Chronicles*. Il effectue plusieurs voyages en Espagne, où il est finalement arrêté en février 1937. Condamné à mort, il est finalement échangé contre un otage des Républicains, femme d'un aviateur franquiste suite à la campagne de presse menée en sa faveur. Il relate cette expérience dans *Un testament espagnol*(11), publié en 1938, année où il rompt avec le parti communiste à la suite du procès de Boukharine. Il revoit à Paris son amie Eva Weissberg, qui a passé dix-huit mois dans les

géoles et entre les mains du GPU(12), dont le récit lui permettra de rédiger *Le zéro et l'infini*(13), racontant l'itinéraire d'un responsable communiste, Roubachof, jeté en prison et jugé. Publié d'abord en anglais en 1940 sous le titre *Darkness at noon* (« La nuit à midi»), mais traduit de l'allemand: Koestler n'écrira ses livres directement en anglais qu'à partir de 1941. *Le zéro et l'infini* sera publié en français en 1945, la même année que son recueil d'essais *Le yogi et le commissaire*(14), qui décrit la réalité du monde soviétique, au moment où l'Union soviétique apparaît comme le «grand vainqueur» du nazisme. Nous y reviendrons la semaine prochaine.

En octobre 1939, après la déclaration de la guerre de la France à l'Allemagne, Koestler est arrêté comme «suspect politique» et est transféré au camp de Vernet (Ariège), où les «indésirables» étaient internés: d'abord Républicains espagnols, puis émigrés allemands (communistes notamment). Il racontera son internement et la débâcle dans *La lie de la terre*(15). Libéré en janvier 1940 mais sous contrôle judiciaire, il est de nouveau arrêté en mai mais réussit à s'échapper. Après la défaite, il s'engage dans la Légion étrangère française, puis arrive à rejoindre l'Angleterre après deux mois d'attente à Lisbonne. Il s'engage dans le corps des pionniers de l'armée britannique — la seule à admettre des étrangers dans ses rangs —, mais sera réformé l'année suivante. Il écrit alors des scénarios, des pièces

radiophoniques et des tracts largués sur l'Allemagne pour le compte du ministre anglais de l'Information, et conduit aussi une ambulance. Durant ces années de guerre, il écrit plusieurs livres, pas tous d'un grand intérêt.

En décembre 1944, c'est officiellement comme correspondant du *Times* qu'il s'embarque pour la Palestine. Il est en fait chargé par Chaim Weizman(16) de gagner les groupes terroristes juifs à l'idée de partition: le mouvement sioniste se dirige alors vers l'exigence de la création d'un État juif en Palestine, une fois la Seconde Guerre mondiale terminée.

Fin 1945, il concocte avec George Orwell un projet de fondation d'une organisation concurrente de la Ligue des droits de l'homme, celle-ci étant passée sous le contrôle des communistes, projet qui sera présenté ensuite à Bertrand Russell(17). Il retourne à Paris pour la première fois, où sévit la «tempête» déclenchée par la publication du *Zéro et l'infini*.

À suivre...

~~~~~  
NOTES

1. Mais pas le premier à dénoncer le régime stalinien. Entre autres, *S'il est minuit dans le siècle*, de Victor Serge, était paru en 1939 (Grasset & Fasquelle, coll. «Les cahiers rouges», 2009), et *Staline. Aperçu historique du bolchevisme*, de Boris Souvarine, avait été publié en 1935 (Ivrea, 1985).
2. On trouvait ces associations d'étudiants dans toutes les universités germaniques. Elles en comptaient toutes plusieurs, d'obédiences différentes.

3. De taille plus modeste que les *kibboutz*.
4. Arthur Koestler, *La tour d'Ézra* (1946, dont la dernière édition en français, en 10/18 en 1993, est épuisée).
5. Fondé en 1877, le «supertrust» Ullstein est à l'époque le plus grand groupe de presse d'Europe, avec notamment la vénérable *Vossische Zeitung*, fondée en 1704, le *Berliner Morgenpost*, plus gros tirage des journaux en langue allemande, la *Berliner Zeitung am Mittag*, et des magazines qui vont du plus populaire au plus intellectuel, en passant par le *Berliner Illustrierte*, plus grand hebdomadaire illustré d'Europe.
6. L'aventure des *zeppelins*, ces gigantesques dirigeables destinés au transport des voyageurs, prit fin en 1937 avec l'incendie qui précipita au sol le *zeppelin Hindenburg*, qui assurait la liaison transatlantique, avant son atterrissage dans le New Jersey.
7. Le groupe Ullstein avait de toute façon commencé à congédier ses journalistes juifs et/ou de gauche, histoire de complaire aux nazis.
8. Le Komintern, l'Internationale communiste, œuvrait à l'étranger pour diffuser la propagande stalinienne.
9. Personnage fascinant, grand manipulateur des artistes et intellectuels français en faveur du communisme, Willy Münzenberg (1889-1940) organisa à Londres le procès de l'incendie du Reichstag dont sortit le *Livre brun* (épuisé depuis des décennies...). Il rompit lui aussi avec le stalinisme après les procès de Moscou. On ne sut jamais si sa mort, dans une forêt d'Isère en octobre 1940,

- était attribuable aux nazis ou aux stali-niens... Il fallut attendre 2008 pour qu'il fasse l'objet d'une biographie en langue française: *Willy Münzenberg. Artiste en révolution*, d'Alain Dugrand et Frédéric Laurent (Fayard, 2008).
10. Arthur Koestler, *Les tribulations du camarade Lepiaf*. Longtemps resté inédit en français, il a été publié en 2016 aux Éditions Calmann-Lévy.
11. La police d'État de l'Union soviétique entre 1922 et 1934.
12. Arthur Koestler, *Le zéro et l'infini* (1945, LGF, coll. «Le livre de poche», 2002).
13. Épuisé depuis des décennies...
14. Arthur Koestler, *La lie de la terre* (1941, Calmann-Lévy, coll. «Mémorial de la Shoah», 2013) est le premier livre qu'il rédigea directement en anglais.
15. Chaim Weizman (1874-1952), naturalisé anglais en 1910, fut à la tête de l'Organisation à plusieurs reprises à partir de 1920, et président de l'Agence juive à sa fondation, en 1929. Il fut surtout el premier président de l'État d'Israël, de 1949 jusqu'à sa mort, en 1952.
16. Bertrand Russell (1872-1970), philosophe britannique, prix Nobel de littérature en 1950. Humaniste, pacifiste et libre-penseur, il fut très engagé politiquement, notamment avec le «manifeste Russell-Einstein» en 1955 contre les armes nucléaires et, plus tard, contre la guerre du Viêt-Nam, instaurant même — avec Jean-Paul Sartre — un tribunal d'opinion destiné à juger «des crimes de l'armée américaine».

Le magazine de l'Antipresse est une publication de l'Association L'Antipresse. Conception, design et réalisation technique: INAT Sàrl, CP 429, Sion, Suisse. Directeur-rédacteur en chef: Slobodan Despot.

Abonnement: via le site [ANTIPRESSE.NET](http://ANTIPRESSE.NET) ou nous écrire: [antipresse@antipresse.net](mailto:antipresse@antipresse.net)

N. B. — Les hyperliens sont actifs dans le document PDF.

*It's not a balloon, it's an airship!* (MONTY PYTHON)

ENFUMAGES par Eric Werner

## La souveraineté suisse: une coquille vide?

**L**A SUISSE DU DESSUS: DÉMOCRATIE DIRECTE, INDÉPENDANCE, NEUTRALITÉ... MAIS EN DESSOUS, QUELLE EST LA RÉALITÉ CONCRÈTE DE CE PAYS? EST-IL DIFFÉRENT DE SON ENTOURAGE? ET SON PARTI SOUVERAINISTE, L'UDC, A-T-IL VRAIMENT «LES YEUX EN FACE DES TROUS»?

En ces temps d'élections fédérales (le mois prochain, la Suisse renouvelle son parlement), il n'est pas inopportun de relire certaines lignes de Ramuz.

Par exemple ce qu'il dit de la liberté dans *Farinet*, un de ses plus beaux romans, paru en 1932(1). C'est Farinet lui-même qui parle:

«Parce qu'il y a la liberté, et vous l'avez sur vos médailles et vos monnaies; mais, moi, je l'ai en personne et elle est assise à côté de moi. Une liberté qui est vivante. (...) Votre liberté, qu'est-ce que c'est? Ah! emprisonnés que vous êtes, ah! numérotés! et il y a la liberté écrite sur vos murs, mais regardez ce qui est dessous... Ça s'appelle des règlements, des décrets, des lois, des permis, ça s'appelle des autorisations (...).»

On ne parlait pas encore à l'époque de numérisation. Mais on numérotait déjà les gens. Numérisation, numérotation, en tout état de cause, l'État vous a l'œil. Au moindre faux pas, vous savez ce qui vous attend. On retiendra cette opposition entre une liberté qui est vivante et une autre, très clairement, qui est à l'agonie: celle d'institutions prétendument libres, mais qui en fait n'ont plus rien à voir avec la liberté. Qui ne sont libres que de nom: les nôtres en fait. Ramuz dit que la liberté est écrite sur les murs. En réalité elle l'est de moins en moins. Mais laissons

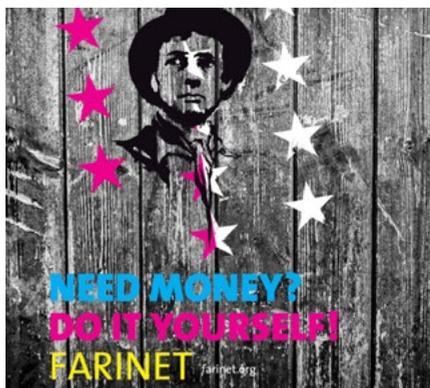
ce point. Elle est écrite sur les murs, soit. Mais qu'y a-t-il «dessous»? «Des règlements, des décrets, des lois, des permis, des autorisations». On a bien sûr besoin de tout cela. Tour cela est nécessaire. Mais si la liberté se réduit à cela, elle n'est plus la liberté. Ramuz le constatait en 1932, le moins qu'on puisse dire est qu'entre-temps la situation ne s'est guère améliorée.

On parle de démocratie directe: qui croit encore à la démocratie directe? De fédéralisme: qui croit encore au fédéralisme? De temps à autre, encore, ces mots s'écrivent sur les murs. Mais qu'y a-t-il dessous? Imaginons qu'ils cessent un jour de s'écrire: croit-on qu'il en résulterait de grands changements? Que notre vie s'en trouverait bouleversée? Poser la question, c'est y répondre. On dit que la Suisse est un État différent des autres. C'est être hors réalité. La Suisse est un État comme les autres, gouvernée comme le sont les autres. Il n'y a aucune différence: aucune. Ce sont les mêmes personnels (l'hyperclasse managériale), recourant aux mêmes méthodes. Les juges sont également les mêmes, je vois mal comment on pourrait dire le contraire. Et les médias. Comme chacun le sait bien, ce sont les mêmes mots, la même propagande. Bien entendu aussi les mêmes interdits.

## ON DÉFEND CE QUI N'EXISTE PLUS

C'est pourquoi quand l'UDC, un parti souverainiste en Suisse, proclame qu'il ne faut pas conclure d'accords avec l'Union européenne, car l'Europe porte atteinte à la démocratie directe, je trouve cela grotesque. On se réfère à des choses qui n'existent pas (ou plus). On confond le dessus et le dessous. Ramuz parle de lois, de règlements, de permis, d'autorisations. Essayez un peu de vous mettre en travers. De dire, par exemple, ce que vous n'êtes pas autorisé à dire. Ou le contraire: de ne pas dire ce que vous être obligé de dire. Juste, essayez. On objectera: oui, mais c'est le peuple qui décide. Il n'en est évidemment rien. Ce sont les autorités qui décident. L'autorité vient d'en haut, l'obéissance d'en bas: cette formule n'est pas moins valable en Suisse qu'ailleurs. Peut-être même l'est-elle davantage encore qu'ailleurs (justement parce que les gens croient qu'elle le serait moins).

On ne dit pas ici que les gens ne votent pas. Bien sûr qu'ils votent. Ils votent même, comme on le sait, de plus en plus. Mais je ne dirais pas que cela a une grande importance. C'est à vrai dire sans la moindre importance. Je ne vois pas non plus ce que l'Europe viendrait faire là-dedans. Sauf que la crise de la démocratie (directe ou indirecte) est aujourd'hui un phénomène très général. Qui croit encore sérieusement en Europe que ce soit le peuple qui commande? Ce n'est pas seulement en Suisse que le fait de voter ou de ne pas voter n'a plus aujourd'hui la moindre importance. C'est plus ou moins le cas partout. On pourrait aussi



PROJET «NEED MONEY? DO IT YOURSELF!»  
(2013) DES GRAPHISTES ADELINE BIDON  
ET ALBAN LAVY VISANT À PROPAGER LE  
MYTHE DE FARINET «EN CES TEMPS TROUBLES  
DE LA FINANCE TOUTE-PUISSANTE».

parler des atteintes aux droits individuels. C'est sur ce terrain-là, peut-être, que la Suisse accuserait un certain retard sur les pays voisins (la France en particulier). Mais il n'est que très relatif: quelques années au maximum. Et en tout état de cause, personne n'influence ici personne. Il est bien évident que la Suisse en viendra tôt ou tard, tôt ou tard, à s'aligner sur les autres pays de l'Union européenne: c'est presque inévitable. L'État total est notre avenir. Mais cela n'a rien à voir avec le fait qu'elle rejoigne ou non cette organisation. Cela se fera tout seul.

Car, pour le répéter, les managers aujourd'hui au pouvoir sont les mêmes partout. Ils sont interchangeable. Ils se comportent donc en Suisse comme ils se comportent ailleurs.

## SOUVERAINETÉ OU LIBRE-ÉCHANGISME?

Et puisque nous venons d'évoquer l'UDC, autorisons-nous une ou deux

remarques encore. On vient de dire que l'exception suisse n'existe pas. Ce pays, la Suisse, est très exactement un pays comme les autres. Ce qui ne signifie évidemment pas qu'il ne faille pas le défendre. Il vaut au contraire *tout à fait* la peine de le défendre. Encore faut-il être cohérent avec soi-même. L'UDC défend la souveraineté de la Suisse et le dit, mais cela ne l'empêche pas en même temps de prôner le libre-échange et le démantèlement des barrières tarifaires. Il y a là pour le moins un problème. On ne peut pas vouloir tout et son contraire. La contradiction est particulièrement criante lorsqu'on en vient à considérer les conséquences du démantèlement des barrières tarifaires pour les paysans et l'agriculture. Car l'UDC ne se contente pas de défendre la souveraineté de la Suisse, elle défend (ou prétend défendre) également les paysans et l'agriculture.

Dans son roman *Sérotonine*, paru au début de cette année, Michel Houellebecq met en scène un ingénieur agronome qui dit ceci: «Dès que les accords de libre-échange actuellement en négociation avec les pays du Mercosur seraient signés, il était évident que les producteurs d'abricots du Roussillon n'auraient plus aucune chance (...), le déferlement des abricots argentins était inéluctable, on pouvait d'ores et déjà considérer les producteurs d'abricots du Roussillon comme virtuellement morts, il n'en resterait pas un, pas un seul, même pas un survivant pour compter les cadavres.»

On pourrait se demander ce que l'UDC aurait à répondre à ce qui

précède. Car la Suisse, tout comme l'Union européenne, est actuellement en négociation avec les pays du Mercosur pour la conclusion d'un accord de libre-échange. Le ministre de l'économie vient d'annoncer en grande pompe la signature de cet accord, qui n'attend plus que d'être validé par le Parlement. Or ce ministre est membre de l'UDC. On a beau se dire que les hommes politiques sont maîtres en l'art de mener les gens en bateau, comment ce ministre s'en tirera-t-il si on lui lit la citation ci-dessus, en remplaçant simplement la référence aux abricots du Roussillon par celle aux abricots du Valais? Comment se justifiera-t-il? On pourrait aussi lui poser une question sur l'autonomie alimentaire: comment, lui qui défend la souveraineté de la Suisse (rires), compte-t-il nourrir la population en cas de rupture toujours possible des flux d'approvisionnement?

Théoriquement, l'UDC est un parti antimondialiste, défendant l'indépendance et la neutralité de la Suisse. En fait, comme on le constate, c'est surtout un parti néolibéral, favorable à la liberté de commerce, et à ce titre à l'ouverture des frontières. Faites de ce que je dis, pas ce que je fais. Ceci explique aussi l'inaptitude de l'UDC à se confronter aux problèmes environnementaux. Mais c'est un autre débat.

~~~~~  
NOTES

1. C. F. Ramuz, *Romans*, t. II, Pléiade, p. 828-829.
2. Michel Houellebecq, *Sérotonine*, Flammarion, 2019, p. 29.



Passager clandestin

Maxime Chaix: comment on a délibérément trompé l'opinion sur la Syrie (2)

CITÉ RÉCEMMENT PAR ERIC WERNER DANS «DÉRAISON D'ÉTAT» (ANTIPRESSE 194), L'OUVRAGE DE MAXIME CHAIX *LA GUERRE DE L'OMBRE EN SYRIE* (SOUS-TITRE: *CIA, PÉTRODOLLARS ET DJIHAD*, ÉDITIONS ERICK BONNIER) SUSCITE DES COMMENTAIRES ADMIRATIFS. IL RÉFUTE POURTANT DE FOND EN COMBLE LA NARRATION DU CONFLIT SYRIEN PAR L'ENSEMBLE DES MÉDIAS DE GRAND CHEMIN OCCIDENTAUX. NOUS POURSUIVONS NOTRE CONVERSATION AVEC L'AUTEUR AU SUJET DE SON TRAVAIL D'INVESTIGATION.

Acheter la paix? Non: vendre la guerre!

Vous expliquez dans votre livre que la raison pour laquelle les Saoud se sont impliqués comme ils l'ont fait dans le conflit syrien était leur volonté d'endiguer le «Printemps arabe» et les revendications démocratiques qui le sous-tendaient. Vous vous limitez à cette seule raison, mais ne pourrait-on pas en citer d'autres comme, tout simplement, la volonté des Saoud de contribuer à la propagation de l'islamisme?

Une précision importante: dans mon livre, je ne limite pas les raisons de l'implication des Saoud dans la guerre en Syrie à «leur volonté d'endiguer le "Printemps

arabe" et les revendications démocratiques qui le sous-tendaient.» Ce fut l'un de leurs objectifs initiaux, mais pas le principal. En effet, comme je l'ai développé dans mon ouvrage, la raison première de l'implication de l'Arabie saoudite dans le soutien des groupes djihadistes était avant tout d'ordre géostratégique. En effet, à la suite de la défaite d'Israël contre le Hezbollah en 2006, le Vice-président Dick Cheney et le prince Bandar ben Sultan — qui avait été l'ambassadeur d'Arabie saoudite à Washington entre 1983 et 2005 —, décidèrent de concevoir une stratégie de soutien clandestin à l'extrémisme

sunnite au Moyen-Orient. Leur objectif était de favoriser la montée en puissance du djihadisme dans cette région afin d'y contrer l'influence iranienne grandissante — soit l'expansionnisme chiite —, dont le Hezbollah libanais est l'un des principaux vecteurs au Levant.

John P. Hannah, l'ex-conseiller du Vice-président Cheney dans le domaine de la politique étrangère, put prédire dès avril 2011 que le prince Bandar allait réactiver le « vieux réseau jihadiste » au Moyen-Orient afin d'y déjouer l'expansionnisme iranien, suite à sa nomination à la tête du Conseil de Sécurité Nationale saoudien. Hannah expliqua que cette politique clandestine contraindrait « le reste du monde à devoir gérer les atrocités et l'imprévisibilité de fous furieux takfiristes abondamment financés ». Comme je l'explique dans mon livre, cette prédiction s'est réalisée, probablement du fait qu'Hannah disposait d'informations de première main lui permettant d'anticiper la mise en œuvre de cette stratégie initialement conçue par Cheney, Bandar et leurs hommes de confiance. Logiquement, puisqu'il était question de contrer l'influence iranienne, donc le Hezbollah libanais, Israël avait approuvé cette politique dès 2007.

À l'époque, plusieurs dignitaires saoudiens, dont Bandar lui-même, avaient garanti à la Maison-Blanche qu'« ils surveilleraient de près les fondamentalistes religieux. Leur message pouvait être résumé ainsi: 'Nous avons créé cette mouvance, et nous pouvons donc la contrôler'. [À Washington,] ce n'est pas que nous voulons empêcher les salafistes de poser des bombes; ce qui nous importe réellement est leurs cibles: le Hezbollah, Moqtada al-Sadr, l'Iran et la Syrie, si ces derniers continuent de collaborer avec Téhéran et le ['Parti de Dieu' libanais] ». Prononcés à la fin 2007, ces propos d'un consultant du Président George W. Bush et l'article de Seymour Hersh qui les relaya

prouvent que les États-Unis, l'Arabie et Israël planifiaient l'appui de la nébuleuse djihadiste au Moyen-Orient près de trois ans avant la guerre en Syrie. Diplomate à la retraite et ancien officier du MI6, Alastair Crooke partage ce constat, observant que cette stratégie fut ravivée et intensifiée sous la présidence Obama.

En février 2015, l'ex-commandant de l'OTAN Wesley Clark expliqua ainsi aux millions de téléspectateurs de CNN que « Daech [avait] été créé grâce aux financements de nos amis et alliés [au Moyen-Orient], car ils vous diront que si vous voulez des hommes qui combattent le Hezbollah [chiite] jusqu'à la mort, vous ne placardez pas une affiche de recrutement du genre: "Rejoignez nos rangs, on va construire un monde meilleur!" Vous allez plutôt soutenir [en secret] ces fanatiques religieux, ces fondamentalistes [sunnites] » Qualifiant Daech de « Frankenstein », avant que la présentatrice ne lui coupe la parole pour changer de sujet, le général Clark précisa que « ce sont [ces jihadistes] qui combattent le Hezbollah », perçu comme un bras armé de l'Iran chiite par Israël et l'Arabie saoudite. Si le « Parti de Dieu » libanais est effectivement un rival militaire de Daech, le réseau d'Abou Bakr al-Baghdadi avait une plus large utilité pour ses soutiens étatiques clandestins. En effet, en conquérant une vaste zone entre l'Irak et la Syrie au premier semestre 2014, l'« État Islamique » coupait alors le fameux « croissant chiite » prophétisé dix ans plus tôt par le roi Abdallah de Jordanie; par cette expression, il décrivait la continuité territoriale naissante entre l'Iran et le Hezbollah libanais, à travers un Irak basculant alors sous domination chiite et une Syrie étroitement liée à Téhéran. Or, cette profondeur stratégique en faveur de leurs rivaux iraniens était perçue comme un problème majeur pour Washington, Riyad, Tel Aviv et leurs alliés, d'où l'intérêt de neutraliser ce nouvel

«axe chiïte» grâce à la nébuleuse jihadiste sunnite au Moyen-Orient — une politique façonnée dans l'ombre à partir de 2007.

Malheureusement pour les Syriens victimes de Daech et des autres groupes djihadistes soutenus par la CIA et ses alliés — une guerre de l'ombre dont l'Arabie saoudite fut le principal financeur —, les rivalités géostratégiques entre les puissances protégeant Assad et celles qui voulaient le renverser ont abouti à l'un des conflits les plus violents et destructeurs de l'après-guerre. En d'autres termes, ces motivations géostratégiques furent selon moi le facteur central de cette implication saoudienne, et le soutien de l'extrémisme religieux ne fut pas la fin mais le moyen d'imposer à la Syrie cette politique anti-iranienne et anti-chiïte.

Comment interprétez-vous l'alignement de la France sur les positions américaines et saoudiennes dans l'affaire syrienne, en particulier le fait que les services secrets français ont consciemment favorisé le camp djihadiste en Syrie, alors même que la France a été à plusieurs reprises la cible d'attentats terroristes islamistes ces dernières années? La France chercherait-elle à acheter la paix en France au prix de son soutien au djihad en Syrie? En d'autres termes, les Français ne font-ils ici qu'obéir à des considérations de politique extérieure (fidélité aux alliances existantes, volonté de contrer l'axe Moscou-Téhéran-Damas), ou certaines considérations de politique intérieure n'entreraient-elles pas également en ligne de compte?

Tout d'abord, si «*les services secrets français ont consciemment favorisé le camp djihadiste en Syrie*» — comme vous le soulignez —, il faut garder à l'esprit que lesdits services sont parfois contraints par le pouvoir politique de mener des opérations extrêmement imprudentes, comme ce fut le cas au Levant. De source

sûre, je sais que d'importants éléments au sein des services français déploreraient cette stratégie mais, au final, c'est l'Exécutif qui donne les ordres. Sur le plan de la politique intérieure française, s'il est clair que des mosquées salafistes ont pu prospérer grâce au «*clientélisme religieux*» de certains élus, je n'ai pas d'éléments me permettant d'affirmer que la France aurait cherché à acheter la paix intérieure au prix de son soutien au djihad syrien. Au contraire, j'estime que la présidence Hollande n'a pas suffisamment mesuré les risques sécuritaires majeurs qu'elle faisait courir à ses administrés en menant, en couvrant et en appuyant une stratégie de changement de régime aussi périlleuse contre Damas et ses alliés.

Par contre, dans le «Moyen-Orient élargi», l'État français a cherché non pas à acheter la paix mais à vendre la guerre. En effet, au nom de la fameuse «*diplomatie sunnite*» promue par l'ancien ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius, le gouvernement de François Hollande n'a pas seulement fermé les yeux sur les opérations douteuses de l'Arabie saoudite en Syrie et au Yémen. En réalité, il a directement appuyé ces campagnes, de la manière la plus discrète possible. Ces manœuvres ont induit une ligne politique totalement schizophrène. En effet, dès qu'il en a l'occasion, l'État français vante ses opérations contre le terrorisme grâce à des médias complaisants mais, au niveau plus profond de l'état-major et des services spéciaux, des campagnes ayant pour effet concret de renforcer des groupes djihadistes ont été clandestinement menées dans différents pays, comme en Libye, en Syrie puis au Yémen.

À travers le terme «clandestinement», je signifie que ces campagnes sont menées par l'Exécutif en notre nom et grâce à nos impôts, mais sans notre consentement et le plus souvent sans même que l'on en ait conscience. Il s'agit d'un déficit majeur

et persistant dans le contrôle démocratique des activités du pouvoir exécutif qui entrent dans le champ de la raison d'État. Des politiques aussi imprudentes ont essentiellement des raisons économiques. En d'autres termes, afin d'aider les entreprises du CAC 40 à nouer de juteux contrats avec Riyad, la France a discrètement appuyé ses alliés saoudiens en Syrie, au Yémen ou plus récemment en Libye, avec le soutien notoire du maréchal Haftar — dont l'offensive pour prendre Tripoli échoue et déstabilise davantage ce pays.

Soit écrit en passant, tandis qu'Haftar est généralement présenté comme un rempart contre le terrorisme sunnite — notamment par le ministre des Affaires étrangères français Jean-Yves Le Drian —, il est appuyé sur le terrain par des salafistes madkhalistes en provenance d'Arabie saoudite. Selon *Le Point*, ces derniers «vomissent les élections et la démocratie, celles-ci étant source de "fitna", de "discorde", dans un monde arabe qui n'en a pas besoin. (...) À leurs yeux, personne ne peut se substituer à Dieu. Ils prônent la soumission à celui qui "détient l'autorité", armée et police comprises. Au point de prier pour ceux-ci et d'émettre des fatwas en leur faveur.» Haftar étant soutenu par la France, cette dernière favorise donc la montée en puissance de ces fanatiques, après avoir notoirement contribué à semer le chaos dans ce pays en appuyant leurs rivaux des Frères musulmans à partir de 2011, et en détruisant ses infrastructures. Manifestement, les Présidents se succèdent à l'Élysée, mais leur imprudence et leur irresponsabilité persistent.

Concernant Washington, le maximalisme d'Hollande et de Fabius sur le dossier syrien soutenait la position des partisans américains des guerres de changement de régime, surreprésentés parmi les «néoconservateurs» côté républicain et les «faucons libéraux» côté

démocrate. Sous Obama, qui était initialement réticent à renverser Assad au profit des djihadistes, le secrétaire d'État John Kerry échoua à le convaincre de lancer une guerre directe pour remplir cet objectif. En revanche, Kerry et d'autres «faucons libéraux» ont finalement réussi à le convaincre de soutenir directement des groupes pas aussi «modérés» que la presse ne nous les présentait. Durant la présidence Hollande, cette dernière a fait pression sur Obama pour qu'il intervienne directement en Syrie, se rangeant derrière le militarisme d'Hillary Clinton puis de John Kerry — eux-mêmes alignés sur la volonté des Saoud et de leurs partenaires sunnites de renverser Assad par tous les moyens.

Le plus grave dans ce projet de changement de régime est qu'à l'été 2015, les planificateurs du Pentagone et les analystes de la CIA anticipaient ce qu'ils nommaient alors un «succès catastrophique», soit le renversement d'Assad sans aucune alternative modérée, unie et démocrate. Plus précisément, comme je le rappelle dans mon livre, une coalition de groupes armés menés par le Front al-Nosra et par Ahrar al-Sham menaçaient alors de prendre Lattaquié, le fief ancestral des Assad au nord-ouest de la Syrie. À la même époque, Daech était en mesure de prendre Damas. Comme l'a reconnu John Kerry en septembre 2016, Moscou a empêché la chute du gouvernement syrien en intervenant directement dans ce conflit à partir de l'automne 2015 — un fait confirmé par le chef du Renseignement de l'Armée de l'air israélienne. J'ai donc écrit ce livre afin de documenter, d'éclaircir et de dénoncer cette vaste guerre secrète de changement de régime, qui a considérablement aggravé le conflit en Syrie alors qu'aucune alternative démocratique au gouvernement de Bachar el-Assad n'était possible, du moins en 2015. Sans pour autant dédou-

ner le Président syrien et ses alliés de leurs crimes, mon ouvrage cherche à expliquer pourquoi les puissances qui souhaitent le renverser partagent, avec la France, une lourde responsabilité dans ce désastre.

- * Auteur du livre *La guerre de l'ombre en Syrie*, paru en mars 2019 aux éditions Erick Bonnier, Maxime Chaix est essayiste, traducteur et journaliste. Spécialisé dans les domaines du renseignement, des opérations clandestines, du djihadisme et de la politique étrangère américaine, il est titulaire d'un Master 2 « Histoire, théorie et pratique des droits de l'Homme ». En 2015, il a lancé son propre site afin de regrouper ses différents



articles et traductions. Depuis 2014, il a notamment écrit pour *MiddleEastEye.net*, *Paris Match*, *GlobalGeoNews.com*, *Le Devoir* et le *Club de Mediapart*.



SUR CES MOTS par Arnaud Dotézac

La foire aux trans

Les migrants *transmigrent*, les *transgenres* se *transsexualisent*, les actifs se *transfèrent*, les règles se *transgressent*, les métadonnées *transhumanisent*, l'écologie se prône en *transition*, le peuple exige la *transparence*, etc. N'y a-t-il pas dans ce préfixe *trans-*, tant *scandé*, comme un écho de *transcendance*,

cette supériorité incontestable, qui tout surpasse? Les démocrates, eux, jouent l'*immanence*, pensant pouvoir "rester" (lat. *maneo*), comme ils sont, chez eux. Immanence et transcendance: vieux débat perdu d'avance, en vérité, pour l'immanence, dans la *transe* des sociétés *transplantées*.

TURBULENCES

CENSURE | Facebook bâillonne un premier ministre

...Et pas n'importe lequel: l'un des plus forts en gueule de ces dernières décennies.

Ce que personne n'aurait osé faire dans la rue ou à la Knesset, le Réseau social se l'est permis sans préavis: il a suspendu pour 24 heures la page officielle du Premier ministre israélien pour «violation de ses règles sur le discours haineux».

La page en question venait de publier un appel aux électeurs à rejeter un gouvernement composé d'«*Arabes qui veulent tous nous détruire: femmes, enfants et hommes*».

Bibi N. s'est justifié en niant avoir écrit ce post et en faisant porter le chapeau à son staff.

Le 10 septembre, en revanche, il s'est proposé d'annexer la vallée du Jourdain, qui fait parti de la Cisjordanie occupée. Aucune censure de page n'a été signalée sur les réseaux sociaux cette fois-ci.

Moralité: avec la bienveillante tyrannie des réseaux sociaux, même M. Netanyahu va devoir surveiller sa langue.

USA - RUSSIE | Le sketch du râteau

Le vocabulaire des relations internationales est de plus en plus pittoresque. Pendant que les Français s'indignent des propos ministériels brésiliens sur Mme Macron, les deux grands frères ennemis ne sont pas en reste.

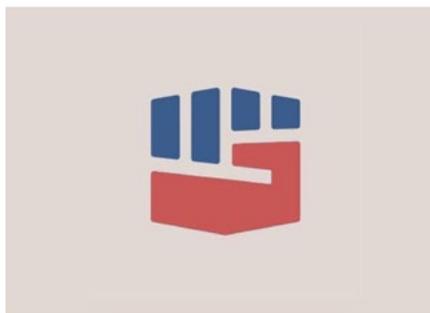
C'est le chef du Pentagone qui, le 7 septembre a ouvert le feu: «La Russie contribue à l'instabilité dans la mesure où elle enfreint l'intégrité territoriale de ses voisins», a-t-il déclaré. Et Mark Esper d'enfoncer le clou, en appelant la Russie à se comporter «*comme un pays normal*».

La réponse des concernés ne s'est pas fait attendre. Le ministre des Affaires

étrangères russe Sergueï Lavrov a déduit logiquement M. Esper «*nous a invités à nous conduire comme un pays normal, donc pas comme les Etats-Unis. Parce que sinon, nous devrions bombarder une fois l'Irak, une autre fois la Libye... bref piétiner grossièrement le droit international*».

Quant au chef de l'armée, Choïgou, il a conclu à l'issue des pourparlers russo-français «2 + 2»: «*nous allons, semble-t-il, devoir rester tout à fait anormaux*».

Manifestement, le brillant ex-cadre de Raytheon — l'un des plus gros marchands d'armes — qui dirige désormais l'armée américaine a raté là une excellente occa-



sion de se taire.

CENSURE | Les «géants délateurs» sévissent aussi en France

Dans le silence assourdissant des médias, une censure en bonne et due forme est en train de s'installer dans l'espace public français. Le «totalitarisme soft» de cette police «citoyenne» de la pensée importée d'Amérique ne connaît ni le doute ni... les critères de la loi. En mobilisant des milliers de délateurs, dits «géants», on monte des campagnes de dénonciation contre des sites jugés «inacceptables» afin de les démonétiser.

L'OJIM nous propose une analyse approfondie du système.

L'objectif est clair : « informer » - mais le terme dénoncer paraît de meilleur aloi - les entreprises que leurs annonces apparaissent sur des sites « racistes, sexistes, xénophobes, homophobes et antisémites ». Les caractéristiques de ces sites étant par avance et nature jugées « incontestables ». Une délation hors de tout procédé judiciaire normal, démocratique, et en dehors de tout Etat de droit. En effet, qui, sinon le droit (et une condam-

nation) peut déterminer si un organe de presse ou un média répond à ces caractéristiques ? Pour l'opération Sleeping Giants, la question ne se pose pas en ces termes : il y a des pétitions de principe et des évidences.

L'article est à lire et à méditer.

* NB. — On remarquera l'emblème en forme de poing dressé, marqueur graphique de toutes les révolutions « colorées », qui ne sont pas seulement politiques et ne se passent pas seulement « ailleurs que chez nous ».

Pain de méninges

DE LA RELIGION CARTÉSIENNE

Trop de français ressemblent à Descartes, Descartes improuvait la méthode inductive, il fallait selon lui que l'évidence entrât, soumise, dans le tracé de son système et quand, par aventure, l'audacieuse l'infirmait, il tenait ferme contre ses leçons. Descartes aimait l'ordre et je me persuade que ce grand sceptique fut un dogmatique, il avait beau douter, le Cartésianisme est un Catholicisme à sa manière: les deux professent un goût avoué pour une fixité majestueuse, des règles infaillibles, des rapports solennels et des lumières cohérentes, malgré les démenti de l'évidence... Miracle d'une présomption sans égale! On peut se leurrer douze fois et n'en pas convenir, le dogme prévaut au réel et l'ordre maintiendra son armature, le temps irremplaçable se consume et le jeu dure, le chaos sourd par toutes les crevasses et ses victimes chercheront à le gagner à leur méthode, et fût-ce en se donnant à lui.

— Albert Caraco, «Sur les limites de l'esprit français», in *La France baroque*, L'Age d'Homme, 1975, p. 82.